



## Rescapée du goulag chinois

Yannik van Praag

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Rue aux Laines, 17 boîte 50 – Mars 2021

1000 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 512 79 98

www.auschwitz.be • [info@auschwitz.be](mailto:info@auschwitz.be)

Le 19 février 2019, Gulhumar Haitiwaji, une jeune femme d'origine ouïghoure est invitée sur le plateau de France 24. Cela fait alors deux ans que sa mère, Gulbahar Haitiwaji, a été arrêtée au Xinjiang pour « trahison », et internée dans ce que Pékin présente comme un « centre d'enseignement et de formation », sans presque aucun contact avec le monde extérieur. Gulhumar Haitiwaji témoigne à visage découvert. Elle parle de l'angoisse dans laquelle vit sa famille depuis l'arrestation de sa mère, mais aussi de la répression que subissent les Ouïghours, dont les Nations unies estiment qu'ils seraient aujourd'hui plus d'un million à être détenus dans des camps pour y être « déradicalisés » et « rééduqués ». L'interview passe relativement inaperçue dans le grand public, mais pas auprès des autorités chinoises ni de la communauté ouïghoure de France. On sait, au sein de celle-ci, combien ce que vient de faire Gulhumar Haitiwaji demande de courage. On connaît les risques encourus, surtout pour les proches restés en Chine. Le courage semble avoir payé, car sa mère sera libérée en août de la même année. Elle vient de publier son récit dans un livre coécrit avec Rozen Morgat, journaliste au *Figaro*<sup>1</sup>.



Gulbahar Haitiwaji est née le 24 décembre 1966, à Ghulja, au Xinjiang, dans une famille modeste. Elle rêve de devenir médecin ou infirmière, mais elle est orientée vers des études d'ingénieur pétrolier. Jeune diplômée, elle part travailler avec son mari Kerim, dans l'industrie pétrolière, à Karamay, une ville située au nord de la province. Le jeune couple construit sa vie dans cette ville en pleine expansion. Il donne naissance à deux filles, Gulhumar et Gulnigar, nées respectivement en 1992 et en 1997. La famille est installée dans un appartement de deux chambres, fourni par la compagnie. Même si la vie est frugale, Gulbahar est consciente de faire partie d'une certaine élite. Elle parle de ces années comme d'une période relativement heureuse, si ce n'est le vent des discriminations qui souffle de plus en plus fort. Son mari en souffre davantage qu'elle. Il est politisé, elle non. Comme beaucoup d'autres Ouïghours, elle préfère fermer les yeux sur les offres d'emplois qui comprennent une clause « Pas d'Ouïghours », des primes de fin d'année plus importantes pour les salariés hans, un plafond de verre de plus en plus visible, etc. Elle parle de ce Xinjiang où se multiplient les checkpoints, les contrôles de police, les interrogatoires, les intimidations « si fréquents qu'on n'y prête presque plus attention. » Kerim quitte le Xinjiang en 2002, il se rend au Kazakhstan, en Norvège, avant de se rendre à Paris où il finit par obtenir l'asile politique. Elle le rejoint en 2006, avec les enfants.

<sup>1</sup> Gulbahar Haitiwaji et Rozen Morgat, *Rescapée du goulag chinois*, Paris, Équateurs, 2021.

Les raisons de l'hostilité de Pékin envers cette minorité musulmane sont multiples. Si sa résistance à la présence chinoise est plusieurs fois centenaire, le peuplement de la région par les Hans, s'est accéléré au cours des dernières décennies, augmentant considérablement les tensions. En 2009, des manifestations à Urumqi, la capitale régionale, tombent dans la violence. Les affrontements interethniques font des dizaines, sinon des centaines de morts. Pour le pouvoir central chinois, il s'agit, de « terrorisme », d'actions préméditées, « pensées et dirigées depuis l'étranger, et commises par des hors-la-loi au sein du pays. » La réplique est impitoyable, notamment parce que la région est importante stratégiquement : son sous-sol est riche en pétrole, gaz, charbon, et plus de 80 % du coton chinois y est produit. Elle est aussi au cœur des « nouvelles routes de la soie », un projet qui fait du Xinjiang une tête de pont commerciale entre la Chine, l'Asie centrale et l'Europe.

En novembre 2016, Gulbahar reçoit un appel étrange de son ancien employeur. On lui demande de revenir à Karamay pour des formalités administratives liées à sa retraite. Méfiante, elle tente d'esquiver, mais son interlocuteur insiste, et rappelle à plusieurs reprises. Elle décide finalement d'y aller, pour régler définitivement le problème. Que lui reprocherait-on ? Sa vie est en France désormais, cela fait dix ans qu'elle y vit, sans faire de politique. Et puis, à ce moment, il n'était pas encore question d'enfermements de masse. En revanche, contrairement à son mari et à ses filles, elle n'a pas pu se résoudre à abandonner sa nationalité chinoise. Y renoncer impliquait de ne plus revoir ses proches, et surtout sa mère vieillissante. Elle s'envole pour Karamay, la semaine suivante, avec un mauvais pressentiment. Quelques jours plus tard, alors qu'elle est occupée à signer les prétendus documents, elle se retrouve menottée et embarquée au commissariat pour un premier interrogatoire. C'est alors qu'un policier lui plaque sous le nez une photo de sa fille aînée dans une manifestation à Paris organisée par l'Association des Ouïghours de France pour dénoncer la répression au Xinjiang.

L'engrenage va ensuite être implacable. Relâchée, mais sous constante surveillance policière, elle ne peut prendre son vol retour, son passeport ayant été confisqué. Elle est finalement arrêtée fin janvier 2017 et enfermée à la maison d'arrêt de Karamay. C'est là que le cauchemar commence véritablement. Elle apprend d'une de ses codétenues la première des priorités : connaître par cœur les règles inscrites sur une affiche plaquée sur le mur de leur cellule, dont les deux premières lignes donnent le ton :

Il est interdit de parler ouïghour  
Il est interdit de prier

Les longues heures d'emprisonnement dans une cellule pleine à craquer sont entrecoupées de châtiments corporels et d'interrogatoires abrutissants. Elle y séjourne quatre mois, avant d'être transférée dans un camp, « une école » lui dit-on. « Qu'est-ce qui pourrait être pire que la [cellule] 202 ? », pense-t-elle alors.

Le camp de Baijiantan, où elle échoue dans la banlieue de Karamay, est tout sauf une école, les méthodes de déshumanisation y sont épouvantables. Les détenues sont dépossédées de leurs vêtements, de leurs cheveux, de leur nom et soumises dans un premier temps à un entraînement physique éreintant. Elles y subissent les interrogatoires, les insultes, les humiliations quotidiennes et du bourrage de crâne : 11 heures par jour, dans des locaux sans fenêtres, à devoir apprendre la glorieuse histoire de la Chine, et à répéter inlassablement des louanges à la gloire du Parti communiste chinois et de son secrétaire général Xi Jinping.

Mais il y a aussi des séances de piqûres que les détenues soupçonnent d'être des opérations de stérilisation. « Quand les infirmières nous attrapaient le bras de leurs mains glacées pour nous "vacciner", j'ai aussi cru qu'elles tentaient de nous empoisonner. En réalité, on nous stérilisait. C'est là que j'ai compris la méthode des camps, le degré de sophistication mis en place, non pour nous tuer froidement, mais pour nous faire disparaître lentement. Si lentement que personne ne s'en rendra compte. » Ce que Gulbahar pressent a désormais fait l'objet de rapports étayés<sup>2</sup>, qui laissent de plus en plus craindre une véritable entreprise génocidaire.

En novembre 2018, alors qu'elle est détenue depuis près de deux ans, sans un soupçon de procédure judiciaire, elle est condamnée lors d'une parodie de procès, expédiée en neuf minutes, sans avocat, à sept ans de rééducation.

Pourtant, sa situation change brusquement, en mars 2019, soit peu après le passage de sa fille à la télévision. Gulbahar apprendra par la suite que l'intervention du Quai d'Orsay a aussi été déterminante. Un chef du renseignement intérieur est dépêché au camp pour l'interroger. Des interrogatoires, elle en a déjà passé des dizaines. Elle en a appris les pièges, l'art de l'esquive et à maîtriser ses émotions face aux menaces et aux insultes. Mais la donne vient de changer. On veut d'elle des aveux, et vite. Elle est soumise à une pression éreintante et continue : dix heures d'interrogatoire quotidien. Elle cède le sixième jour et accepte de réciter un texte face caméra où elle avoue de soi-disant activités antichinoises, demande pardon, accuse Rebiya Kadeer (militante des droits humains et présidente du Congrès mondial des Ouïghours) d'être une menteuse et une terroriste, etc. Elle se sent brisée, hantée par la culpabilité d'avoir trahi, humiliée d'avoir été souillée jusque dans ses pensées. Elle le sait, ces aveux filmés pourront être utilisés par la suite, comme moyen de chantage.

Sa condition change alors du tout au tout, même si la route vers la liberté sera encore longue : des mois en résidence surveillée, puis en liberté conditionnelle, jusqu'à un nouveau procès où elle est déclarée innocente, parce que malgré tout, il faut garder un semblant de vernis légal. Enfin, le 21 août 2019, elle atterrit à Paris et retrouve ses filles et son mari qu'elle a quittés il y a presque trois ans.

Malgré la liberté retrouvée, l'épilogue est teinté d'amertume, parce qu'elle sait que plus rien ne sera jamais comme avant, que ce qu'elle a vécu laissera des traces indélébiles dans son corps et dans son âme, mais aussi parce qu'elle est devenue suspecte au sein même de sa communauté. Beaucoup de ses proches semblent l'éviter, elle et sa famille. A-t-elle offert quelque chose en échange de sa libération ? A-t-elle accepté de les espionner ? Même à des milliers de kilomètres, Pékin parvient à instiller la peur et la psychose.

Si le récit est centré sur les trois années de cauchemar de Gulbahar Haitiwaji, il est aussi nourri d'éclairages plus larges sur la situation au Xinjiang, l'ampleur de la répression, la politique concentrationnaire, le travail forcé<sup>3</sup>, et les accusations de programmes de stérilisation à grande échelle. Aujourd'hui, de nombreux observateurs n'hésitent plus à cataloguer la politique de Pékin de génocidaire. C'est d'ailleurs ce que vient de faire l'administration américaine, par la voix de son nouveau secrétaire d'État, Antony Blinken<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Voir notamment <https://jamestown.org/program/sterilizations-iuds-and-mandatory-birth-control-the-ccps-campaign-to-suppress-uyghur-birth-rates-in-xinjiang/>, consulté le 2 mars 2012.

<sup>3</sup> Gulbahar Haitiwaji n'ayant pas été confrontée au travail forcé, il n'est presque pas abordé dans le livre. Les révélations ne cessent pourtant de s'accumuler sur celui-ci, que ce soit dans la production de coton, ou sur les déplacements de dizaines de milliers de prisonniers ouïghours vers des usines sous-traitantes de grandes marques américaines, européennes ou coréennes. Voir notamment : <https://www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale>, consulté le 2 mars 2021.

<sup>4</sup> <https://information.tv5monde.com/info/etats-unis-l-administration-biden-denonce-aussi-un-genocide-des-ouighours-par-la-chine-392865>, consulté le 2 mars 2021.

L'histoire de Gulbahar Haitiwaji nous confirme également combien les dictatures sont plus soucieuses de l'image qu'elles véhiculent à l'étranger que ce qu'elles laissent transparaître. Derrière leur apparent dédain pour ce qu'elles rangent systématiquement comme de la propagande hostile, elles craignent au contraire l'impact de tels témoignages. Ce n'est pas pour rien qu'elles déploient tant d'efforts en relations publiques pour soigner leur réputation auprès des démocraties occidentales.

Lorsque, en février 2019, la journaliste de France 24 questionne la fille de Gulbahar Haitiwaji sur les raisons qui la poussent à médiatiser son combat, rappelant la pression que Pékin parvient à mettre sur les Ouïghours qui ont quitté la Chine, la jeune femme répond : « Parce que j'en avais marre d'espérer que la Chine relâche ma mère un jour [...] Il y a encore des gens qui ne parlent pas, mais je ne les juge pas parce que j'ai vécu la même chose. Vous vous dites que peut-être qu'on va relâcher votre maman ou votre sœur dans un mois, et que si vous parlez maintenant, peut-être que ça va tout chambouler, et qu'elle restera enfermée encore plus longtemps. » Selon elle, l'incarcération de sa mère s'inscrit dans une stratégie évidente, mise en place à partir de 2016, de faire taire les Ouïghours réfugiés à l'étranger. Il est manifeste que sa sortie du silence a payé.



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*